

É !

ale pour le
nd un coup
r, dont la
pé de 11 %
ne devrait
n « Libéra-
urger s'en-
à table »,
rant. Ainsi,
ld's, Quick
dérivoire
onte qu'un
milliard de
15 (...). Au-
s restaura-
er à leur
etchup mil-

porter l'appel d'offres lancé l'été
dernier par l'établissement pu-

teau qui encadre la cour Royale.
Un modeste « café contempo-

ristes dans des chambres sim-
ples à 600 euros la nuit ou des

la surface financière pour le pro-
jet. Il propose alors à Courbit et

Jean-M

Dans les chalets de "l'anti-Calais"

A Grande-Synthe, 1 500 migrants sont à couvert dans les chalets installés par la mairie et MSF. Le préfet, lui, se couvre aussi.

CHARGÉS de bois, les camions défilent à travers les allées, où bénévoles et réfugiés s'adonnent aux joies du montage de cabanes. On y tient à quatre, et certaines sont déjà décorées. Un drapeau kurde flotte sur l'une, l'autre affiche un poster de Justin Bieber, et le voisin a ajouté une tente où sont rassemblées les affaires de ce qui reste de sa famille d'apatrides. Son frère a

réussi, hier, à passer en Angleterre. Comment ? Chut...

Déjà 1 500 personnes vivent ici, à La Linière, sur les terres de Grande-Synthe, près de Dunkerque. « Ici, c'est l'anti-Calais, le maire a pris les devants ! » rigole un militant. Tout le monde se salue dans toutes les langues, car les bénévoles viennent de partout. Musiciens, artistes, humanitaires, voisins... et membres de MSF, ils ont monté et payé les baraques avec le maire, Damien Carême, qui avait déclaré « ne plus pouvoir laisser ces gens dans la boue ».

Un mélange de rage et de rigolade a donc saisi ceux qui s'activent à bâtir La Linière lorsque la lettre du préfet est arrivée. Datée du 7 mars, elle recense en 14 points les manquements à la sécurité. En vrac, l'espace réglementaire de 5 mètres entre les chalets, la pose d'alarmes, d'avertisseurs de fumée, de surveillance incendie, de barrières de 2,5 mètres de hauteur côté autoroute et pareil côté SNCF... Enfin, pour se couvrir, le préfet parle d'un « réel danger immédiat pour les occupants des chalets » et met en garde le maire de Grande-Synthe à propos du « risque juridique personnel » qu'il prend en cas d'accident... Ce qui tient de la plaisanterie quand on songe que, depuis des mois, environ 1 300 adultes et

enfants (sur)vivaient, à quelques encablures d'ici, dans les bois, dans le froid, trempés sous les tentes glacées, de ce qui fut le bidonville de Basroch. Les bottes s'y enfoncent dans la gadoue, qu'entourent, à perte de vue, les vestiges du campement. L'immense cuisine a commencé à pourrir. Des jouets cassés, de vieilles godasses, des bouts de tissu pendant aux arbres et, sur des centaines de mètres, des tentes disloquées, des couvertures, des vêtements moisissés, des rats crevés. Et des ordures, qui apparemment ne présentaient pas de « réel danger immédiat ».

gouvernement concernant les réfugiés. Il l'a expédiée au premier secrétaire du PS, Jean-Christophe Cambadélis, pour approbation...

En attendant la réponse, très certainement positive, de Camba, la vie s'organise, entre les baraques à sanitaires, le *food truck*, une petite épicerie balbutiante, et des gamins à vélo. Mais les passeurs qui tenaient Basroch rôdent déjà... « Le plus facile est fait ! » soupire Caremelle.

Dominique Simonnot

LOI TRAVAIL : SYNCHRONISATION ARDUE



Les passeurs rôdent déjà

« On a répondu à la préfecture et on va améliorer la sécurité, on a déjà posé une clôture le long des voies ferrées ! Ils peuvent aussi nous demander des miradors ! » ricane un responsable de MSF.

Il y en a un qui ne décolère pas, c'est Olivier Caremelle, secrétaire fédéral socialiste du Nord, qui a fait adopter, le 10 mars, par sa fédé une longue motion très argumentée de soutien au maire de Grande-Synthe et de critique de la politique du

LES SÉNATEURS CONTRE 20 % DE BIO DANS

